

AP n° 2025-APC-277-IC

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
instaurant de nouvelles prescriptions applicables
pour les rejets atmosphériques

SOCIÉTÉ OI FRANCE SAS
69 rue Albert Thomas
51100 Reims

Le Préfet de la Marne

Vu le Code de l'environnement, et notamment les articles L.181-14 et R.181-45 ;
Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale ;
Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 2005-A-152-IC délivré le 21 octobre 2005 à la société BSN pour l'exploitation d'une verrerie sur le territoire de la commune de Reims à l'adresse suivante 69 rue Albert Thomas ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2008-APC-148-IC du 7 octobre 2008 apportant de nouvelles prescriptions concernant les installations de la société OI Manufacturing France (BSN) situées 69, rue Albert Thomas à Reims ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2016-APC-38-IC du 30 mars 2016 ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2017-APC-156-IC du 19 décembre 2017 ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2020-APC-122-IC du 20 août 2020 ;
Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2024-MD-19-IC du 12 février 2024 ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2025-APC-161-IC du 8 juillet 2025 ;
Vu les rapports de suivi des rejets atmosphériques mensuels transmis par l'exploitant en 2023 et en 2024 ;
Vu la version n°2 du rapport de l'étude de risques sanitaires du 11 février 2025 ;
Vu le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 22 octobre 2025 ;
Vu le courrier transmis à l'exploitant le 31 octobre 2025 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;
Vu l'absence d'observations, qui vaut accord tacite, de la part du demandeur.

Considérant que la visite d'inspection du 19 août 2025 a permis de constater que les prescriptions des arrêtés préfectoraux du site doivent être modifiées pour mieux encadrer les rejets atmosphériques du site, notamment sur les sujets suivants :

- les paramètres de fonctionnement (débit, vitesses, unités de traitement des polluants) de la cheminée unique du site ;
- l'entretien des unités de traitement et la gestion des périodes de dysfonctionnements (arrêts imprévisibles des fours, dysfonctionnements, incidents, accidents, maintenances, etc.) ;
- les paramètres de fonctionnement des conduits utilisés pour les rejets atmosphériques lors des dysfonctionnements ;
- les mesures en continu du débit des fumées ;
- les mesures de cadmium, de mercure, de thallium et de leurs composés (exprimés en Cd + Hg + Tl) dans les fumées ;

- les mesures d'arsenic, cobalt, nickel, sélénium et leurs composés (exprimés en As + Co + Ni + Se) dans les fumées ;
- les mesures de plomb et ses composés (exprimés en Pb), d'antimoine, chrome total, cuivre, cobalt, étain, manganèse, vanadium et leurs composés (exprimés en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + V) dans les fumées ;
- les mesures de dioxydes de soufre (SO₂) dans les fumées ;
- les mesures de l'ammoniac dans les fumées ;
- les mesures du zinc dans les fumées ;
- les mesures de retombées atmosphériques du site dans son environnement ;
- les procédures qualité de la norme NF EN 14181 (QAL1, QAL2, QAL3 et AST) ;
- les intervalles de confiance des mesures des SO₂, NO_x et des poussières dans les fumées ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires afin de préserver les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement, conformément à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRÊTE

Article 1 : Objet

La société OI FRANCE, n° SIRET 33903070200122, dont le siège social est situé 2 rue Maurice Moissonnier à VAULX-EN-VELIN (69120), met en œuvre les prescriptions définies ci-après pour l'exploitation de ses installations implantées au 69 rue Albert Thomas à Reims (51100).

Article 2 : Émissions canalisées

Les dispositions des articles 17.1 et 17.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 2005-A-152-IC délivré le 21 octobre 2005 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

n° de conduit	Installations raccordées	Hauteur en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse minimale d'éjection en m/s	Traitement	Fonctionnement
Cheminée UNIQUE	Four 2 (450t/j) Four 3 (510t/j) chaîne de traitement surface	59 m	65 000	8	Electrofiltre (traitement des poussières) DeNO _x et injection NH ₃ (traitement des NO _x) Injection de chaux (traitement de SO ₂)	Combustibles principalement : Gaz possibilité au Fioul
Cheminée Four 2	Four 2	60 m	35 000	8	Aucun traitement	Période OTNOC1
Cheminée Four 3	four 3	59 m	35 000	8	Aucun traitement	Période OTNOC

1 : période dite « Autre que normale », c'est-à-dire fonctionnement en mode dégradé.

Article 3 : Valeurs limites d'Émissions

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2016-APC-38-IC du 30 mars 2016 relatives aux « Valeurs limites de rejets » sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Les effluents gazeux rejetés par les fours de fusion et les postes de traitement de surface à chaud doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, en flux horaire, en flux annuel, et en flux spécifique :

Les valeurs des tableaux correspondent aux conditions suivantes :

- gaz sec pour les fours ;
- température : 273° K ;
- pression : 101,3 Kpa ;
- pourcentage de O₂ de 8 %.

Valeurs limites à respecter à 8 % O ₂	cheminée unique			
	Concentration	Flux horaire	Flux annuel	Flux/ t verre
	mg/Nm ³	g/h	kg/an	g/tv
Poussières totales - unité de fusion	20	1140	1000	30
Monoxyde de carbone	100	5700	50000	150
Oxydes de soufre (en SO ₂) - avec recyclage des poussières et 40% de calcin	1500	85500	748980	2250
- Fioul lourd + 0 à 25 % de gaz	1250	71250	624150	1875
- Fioul lourd + 25 à 50 % de gaz	1000	57000	499400	1500
- Fioul lourd + 50 à 75 % de gaz	750	42800	374490	1125
- Fioul lourd + 75 à 90 % de gaz	500	28500	249660	750
- Gaz				
Oxydes d'azote (en NO ₂)	800	45600	399450	1200
HCl et composés inorganiques du chlore (en HCl) dont chlorure d'étain et de titane	20	1140	10000	30
unité de fusion (avec recyclage poussières)				
Fluor et composés (en HF)	3	171	1500	4,5
Ammoniac (NH ₃)	30	1 710	15000	45
Somme Cd+Hg+Tl	0,05 par métal 0,15	8,5	74,9	0,285
As+Co+Ni+Cd+Se+CrVI	0,5	28,5	250	0,75
As+Co+Ni+Cd+Se+CrVI+Sb+Pb+CrIII +Cu+Mn+V+Sn	1	57	1000	1,5
Plomb (Pb)	1	57	500	1,5
Amines (exprimé en azote)	5	285	2500	7,5
H ₂ S	5	285	2500	7,5
Composés organiques volatils totaux (en carbone total)	20	1140	10000	30
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	0,1	5,7	50	0,15
Phénols + formaldéhyde	2	114	1000	3

Article 4 : Surveillance des rejets atmosphériques

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2016-APC-38-IC du 30 mars 2016 relatives « aux surveillances des rejets atmosphériques » sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Les mesures sont réalisées selon les normes en vigueur.

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets à l'atmosphère. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

La mesure des rejets doit être effectuée suivant la périodicité minimale fixée dans le tableau suivant :

Paramètres	Périodicité
Débit	Continue + semestrielle
Poussières totales	Continue + semestrielle
Monoxyde de carbone	Continue + semestrielle
Oxydes de soufre	Continue + semestrielle
Oxydes d'azote	Continue + semestrielle
Composés organiques volatils totaux	Semestrielle
Chlorure d'hydrogène	Annuelle
Fluor	Annuelle
Ammoniac (NH ₃)	Semestrielle
Somme Cd+Hg+Tl	Semestrielle
As+Co+Ni+Cd+Se+CrVI	Semestrielle
As+Co+Ni+Cd+Se+CrVI+Sb+Pb+CrIII +Cu+Mn+V+Sn	Semestrielle
Zinc	Semestrielle
Plomb	Semestrielle
Amines	Annuelle
HAP	Annuelle
Phénols + formaldéhyde	Annuelle

Un état récapitulatif mensuel des résultats des mesures et analyses imposées (auto-surveillance) doit être adressé au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation à l'inspection des installations classées par informatique.

Les résultats journaliers en concentration et flux doivent être présentés en faisant figurer les valeurs limites.

Ils doivent être accompagnés de commentaires sur les causes de dépassement constatés ainsi que sur les actions correctives mise en œuvres ou envisagées. »

L'exploitant doit mettre en place des appareils de mesure continue QAL 1 pour la mesure des débits des rejets atmosphériques dans un délai de 6 mois à compter de la notification de ce présent arrêté.

Article 5 : Conditions générales de la surveillance des rejets

Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes d'assurance qualité des systèmes de mesure automatique.

Ces appareils sont conçus de façon à répondre aux exigences de performance des normes de certification des systèmes de mesurage automatisés des émissions de sources fixes. Les dispositions des normes d'assurance qualité des systèmes de mesure automatique citées dans l'avis publié au Journal officiel relatif aux méthodes normalisées de référence sont réputées satisfaire à ces exigences.

L'exploitant applique en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST).

Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées.

Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL2 tous les cinq ans. Le maintien de l'aptitude des appareils de mesure entre deux procédures QAL2 est contrôlé par la procédure AST tous les ans.

Le maintien de la dérive dans des limites acceptables et la correction de dérive, le cas échéant, sont assurés par la mise en œuvre de la procédure QAL3. La procédure QAL3 est mise en place dès l'installation de l'appareil de mesure en continu selon la fréquence qui convient à l'appareil de mesure.

Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation QAL1 n'a pas été faite, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée comme satisfaisante si les étapes QAL2 et QAL3 conduisent à des résultats satisfaisants.

Les valeurs des intervalles de confiance à 95% d'un seul résultat mesuré ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :

- SO₂ : 20 % ;
- NO_x : 20 % ;
- Poussières : 30 %.

L'exploitant doit mettre en place les procédures qualités dans un délai de 6 mois à compter de la notification de ce présent arrêté.

Article 6 : Traitement des rejets atmosphériques

Les dispositions de l'article 16 de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 2005-A-152-IC délivré le 21 octobre 2005 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Les unités de traitement sont conçues pour pouvoir traiter avec l'efficacité nécessaire les effluents qu'elles peuvent recevoir. Des dispositions doivent être prises de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les unités de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant les installations concernées.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite. »

Article 7 : La gestion des situations particulières

Lors de situations particulières, de fonctionnement autre que normal (arrêts imprévisibles des fours, dysfonctionnements, incidents, accidents, maintenances, etc.), dit « période OTNOC », les rejets atmosphériques des fours 2 et 3 sont émis par leur cheminée respective.

Lors de chaque arrêt programmé annuellement, l'exploitant fait réaliser des mesures fiables, représentatives et reproductibles de situations particulières, de fonctionnement autre que normal, pour tous les polluants par un laboratoire agréé afin d'estimer le flux pour cette période particulière.

Pour les situations particulières, de fonctionnement autre que normal imprévus, l'estimation des concentrations et flux sera calculée comme suit :

- pour le four 2, les résultats des mesures du bureau de contrôle, réalisées lors de l'arrêt programmé seront utilisés en prenant en compte le fonctionnement du four 2 (taux de calcin, tirage du four, quantité produite, etc.) ;
- pour le four 3, les appareils de mesures continues permettront d'estimer les flux rejetés. En cas de panne des équipements, l'estimation des effluents atmosphériques sera calculée selon la méthode utilisée pour le four 2.

Ces périodes de fonctionnement dites autres que normales sont consignées dans un registre comportant les éléments suivants :

- la localisation du dysfonctionnement et/ou l'identification des équipements critiques ;
- les défaillances identifiées ;
- les causes possibles associées ;
- les conséquences sanitaires et environnementales (heures précises et flux estimé) ;
- les moyens de détections.

La durée cumulée de fonctionnement autre que normal (arrêts imprévisibles du four, dysfonctionnements, incidents, accidents, maintenances, etc.), pendant laquelle les valeurs limites de rejets atmosphériques pourraient être dépassées, ne doit pas excéder 250 heures par an.

L'exploitant établit chaque année un bilan de ces périodes, en tire le retour d'expérience et, le cas échéant, complète son plan de gestion. L'exploitant tient ces éléments à la disposition de l'inspection

Article 8 : Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr)

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1er jour d'affichage.

Conformément à l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou de dépôt du recours contentieux.

Article 9 : Droits des tiers

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement. Le Préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le Préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Article 10 : Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information, à la Délégation territoriale Marne de l'Agence régionale de santé, au Service interministériel de défense et de protection civile, à la Direction départementale des territoires – service urbanisme, au Service départemental d'incendie et secours de la Marne, à la Direction de l'Agence de l'eau Seine-Normandie ainsi qu'à Monsieur le Maire de Reims qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à Monsieur le Directeur de la Société OI FRANCE, dont le siège social est situé 2 rue Maurice Moissonnier à VAULX-EN-VELIN (69120).

Monsieur le Maire de Reims procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département de la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

Châlons-en-Champagne, le **29 DEC. 2025**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général

Raymond YEDDOU



